

27 janvier 2004 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse conjoint de MM. Jacques Chirac, président de la République et Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, sur la situation en Iraq et l'envoi d'une mission des Nations Unies en Irak, Paris le 27 janvier 2004.

Monsieur le Secrétaire Général,
Mesdames, Messieurs,

Tout d'abord je suis heureux de souhaiter la bienvenue au Secrétaire Général de l'ONU à l'occasion de son passage à Paris, dont je le remercie chaleureusement.

Nous avons une relation permanente avec le Secrétariat Général dont nous approuvons, vous le savez, la politique et dont nous considérons que le rôle dans le monde d'aujourd'hui et plus encore dans le monde de demain est un rôle essentiel.

Au cours de ce déjeuner, nous avons évoqué un certain nombre de problèmes, l'Iraq, et j'ai eu l'occasion de dire au Secrétaire Général que la France, bien entendu, appuyait et soutenait sa dernière proposition consistant à envoyer une mission de nature politique de l'ONU à Bagdad. Nous avons évoqué l'Afghanistan pour exprimer une certaine satisfaction, mais également, bien entendu, une préoccupation et une vigilance pour ce qui concerne l'avenir.

Nous avons évoqué un certain nombre de crises, hélas, en Afrique et nous avons examiné les conditions dans lesquelles la France pouvait, à l'occasion de ces crises, apporter au Conseil de Sécurité ou à l'Organisation des Nations Unies, toute son aide et sa coopération.

Enfin, nous avons évoqué un voyage que nous allons faire le 30 janvier, le Secrétaire Général et moi, pour rencontrer le Président du Brésil, Monsieur Lula DA SILVA, et je crois d'ailleurs aussi celui du Chili, Monsieur LAGOS, à Genève, pour examiner comment on pourrait relancer les actions à conduire pour lutter contre la faim.

Enfin, nous avons évoqué l'action des entreprises et les engagements des entreprises puisque, vous le savez, le Secrétaire Général, à son initiative, assistera, cet après-midi à la réunion des entreprises françaises signataires du Pacte Mondial qui est une démarche de responsabilité sociale et environnementale nationale, volontaire, ici à Paris.

Voilà, je vais donner la parole au Secrétaire Général en lui disant une fois de plus, l'estime, l'amitié et la confiance de la France à l'égard de l'ONU et notamment du Secrétariat Général et du Secrétaire Général personnellement.

M. KOFI ANNAN - Merci Monsieur le Président. Je suis très content d'être à Paris. On a eu de très bonnes discussions comme vous venez de l'entendre. Merci, Monsieur le Président, pour l'amitié et de l'accueil chaleureux que nous avons reçus.

On a aussi parlé de la réforme de l'ONU, le Président et la France nous soutiennent pleinement. J'espère qu'ils vont pouvoir soumettre un rapport dès la fin de l'année qui peut nous aider à adapter une ONU qui puisse traiter des défis auxquels nous sommes tous confrontés.

Merci encore Monsieur le Président. Je crois qu'on est prêt à prendre vos questions.

LE PRESIDENT - Merci Monsieur le Secrétaire Général.

QUESTION - Monsieur le Secrétaire Général, vous avez peut-être l'intention d'envoyer un envoyé spécial en Iraq. On parle de Monsieur BRAHIMI. Est-ce qu'on peut savoir quelles sont les garanties que vous demandez pour que vous envoyiez Monsieur BRAHIMI ou un autre envoyé

d'ailleurs, en Iraq, actuellement ? Monsieur le Président, la France soutient l'envoi d'un envoyé spécial en Iraq. Est-ce que vous pouvez nous dire si la France voudrait qu'il soit envoyé maintenant, dans ces conditions, ou bien quelles sont les conditions pour qu'un envoyé soit envoyé ?

LE PRESIDENT - Je vais peut-être répondre le premier, parce que c'est un préalable. Premièrement, la décision du Secrétaire Général ce n'est pas d'envoyer un envoyé spécial. Cela, c'est pour plus tard. C'est d'envoyer une mission. Il le dira lui-même. La France soutient cela. S'agissant de l'envoyé spécial, le jour où le Secrétaire Général prendra sa décision, il est probable que la France le soutiendra, mais le problème ne se pose pas encore.

M. KOFI ANNAN - Merci. Je crois que le Président a effectivement tout dit. Je n'ai pas décidé d'envoyer un envoyé spécial à l'heure actuelle. J'ai néanmoins rencontré le 19 janvier dernier à New York les représentants de la coalition, Monsieur BREMER, Sir Jeremy GREENSTOCK et également les représentants du Conseil iraquien de gouvernement sous la présidence de Monsieur PACHACHI. J'ai donc décidé pour ceux qui nous l'ont demandé d'envoyer une mission pour voir comment on pouvait organiser, avant la fin mai, des élections en Iraq ou voir quelles autres mesures pourraient être adoptées, si cela était impossible. Comme vous le savez, la situation sur le terrain est bloquée. C'est pourquoi j'ai donc décidé d'envoyer cette mission pour voir ce qui peut être fait, pour parler avec de nombreux Iraquiens, je l'espère. Et j'espère également que la présence de cette équipe sur le terrain permettra aux Iraquiens dans leur ensemble de définir ensemble un consensus pour faire avancer le processus de transition.

Je crois que ce n'est qu'avec l'accord de tous les Iraquiens qu'on pourra mettre en place un processus qui soit légitime et accepté par chacun d'entre eux.

QUESTION - En ce qui concerne l'Iraq, une question adressée à vous et à Monsieur ANNAN. Quel est le meilleur mécanisme pour sortir de la crise en Iraq ? Et la deuxième question concerne le Proche-Orient. Vous avez dû parler des problèmes du Proche-Orient, la situation ne cesse de se dégrader sur le terrain. Quels sont les efforts que la communauté internationale va entreprendre ?

LE PRESIDENT - Sur le meilleur mécanisme, puis ensuite moi je dirais un mot sur le Proche-Orient.

M. KOFI ANNAN - Je crois qu'il faut attendre les résultats, les conclusions de la mission qui va aller en Iraq pour étudier cette question avec des Iraquiens et la coalition. Je crois qu'on serait mieux placé de décider ou de discuter quelle est la meilleure façon. Donc, je vous demande de patienter quelques semaines. Je crois qu'on aura la réponse, je l'espère.

LE PRESIDENT - Sur le Proche-Orient, nous en avons parlé bien entendu, nous ne pouvons que constater, en réalité, le blocage des initiatives de retour vers la négociation et la paix. Et notre conviction c'est que seule une volonté politique déterminée du Quartet de faire appliquer la feuille de route permettrait de sortir de cette impasse.

QUESTION - Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies, les forces de l'occupation anglo-américaines sont entrées en Iraq pour chercher les armes de destruction massive et pour faire tomber le régime. Le régime est tombé et on n'a pas trouvé d'armes de destruction massive. Est-ce que pour la souveraineté de l'Iraq, pour le rôle central des Nations Unies en Iraq, est-ce qu'il y a des possibilités de remplacer les forces de l'occupation par les Casques bleus en Iraq ?

M. KOFI ANNAN - C'est une tâche énorme. Je ne crois pas que, pour le moment la question, des Casques bleus se pose et même dans l'avenir. Je crois que ce que l'on peut prévoir, c'est une force multinationale autorisée par le Conseil de Sécurité qui peut aider au travail avec les Iraquiens pour stabiliser et sécuriser l'Iraq. Donc ce sera une force multinationale, avec l'appui du Conseil de Sécurité, mais pas de Casques bleus proprement dit.

QUESTION ¿ Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire Général. Je voulais savoir : y aura-t-il un membre français dans la mission en Iraq ?

M. KOFI ANNAN ¿ Quand j'ai sorti la déclaration, j'avais indiqué que j'allais envoyer une équipe, mais je ne voulais pas donner de détails sur qui et à quelle date ils doivent arriver en Iraq, pour des raisons que vous comprenez bien, de sécurité et autres. Donc, je ne suis pas prêt à entrer

dans ce genre de détail, mais vous verrez qui fait partie de cette équipe quand ils arriveront en Iraq, donc vous devez patienter.

QUESTION ¿ Si je peux reposer la question sur la sécurité générale. Quelle forme d'assurance, de garantie de sécurité attendez-vous de la coalition pour pouvoir envoyer la mission ?

M. KOFI ANNAN ¿ Evidemment, on a eu l'occasion de discuter de cette question de sécurité avec eux quand ils étaient à New York, nous sommes en contact avec eux. J'ai aujourd'hui plusieurs fonctionnaires de l'ONU sur place qui sont en train de discuter de cela, sur place, avec eux. Donc, dès que l'on a l'indication que les arrangements pratiques et les arrangements sécuritaires sont prêts à protéger les gens, nous sommes prêts à envoyer la mission.